

Paris, le 19 juillet 2016

Communiqué de presse

Nous tenons tout d'abord à nous associer à la douleur des victimes et proches des victimes de l'attentat de Nice et les assurer de tout notre soutien.

Le décret modifiant les statuts de l'ENSAM, qui est paru au Journal Officiel la veille du 14 juillet et de ce drame, marquera pour nous un double échec.

Ce décret restera celui d'un faux procès en « bizutage aux Arts et Métiers », repris trop vite par certains médias et basé sur des propos dogmatiques et des contre-vérités. Et ce décret affaiblira surtout le double ancrage, territorial et industriel, qui a toujours fait la force de l'école. Nous le regrettons immensément.

Les enseignants de l'école, les élèves, les anciens élèves peuvent légitimement s'interroger sur l'avenir de cette grande école d'ingénieurs, malmenée par une Ministre de l'éducation nationale qui twitte « Aucune complaisance avec le bizutage », une évidence à laquelle chacun adhère mais qui n'est évidemment pas la véritable raison de cette modification hâtive de la gouvernance de l'école. Ce décret voulu à tout prix cacherait-il d'obscurs objectifs, difficilement avouables ?

Nous tenons aussi à remercier toutes celles et tous ceux qui ont compris que ce décret représentait une vraie menace pour l'avenir de la formation des ingénieurs de notre pays, comme pour la contribution unique et reconnue de cette école à l'ascension sociale dans les régions.

Merci aux 22 638 signataires de la pétition « sauvons arts-et-métiers » : ils ne peuvent tous avoir tort. Merci aux dizaines de députés, sénateurs, présidents ou membres des exécutifs régionaux, maires, qui ont courageusement défendu une certaine idée de la France, riche de ses territoires et de ses traditions, riche de la diversité de ses formations et de leur modernité. Merci à toutes celles et ceux qui se sont émus des attaques répétées contre une école qui forme les industriels de demain.

Ce décret accorde un pouvoir absolu à une direction générale retranchée. Mais ce pouvoir absolu a ses limites... Les mauvaises excuses n'auront plus cours. Qui a le plus à perdre ? La réputation de l'école sans aucun doute.

C'est la performance managériale qui assurera le succès ou l'échec du « redressement » de cette école. Il est donc essentiel qu'on y trouve des capacités reconnues de vision, de charisme, d'écoute et de respect, d'un sens de l'organisation, d'une gestion économique et d'une politique d'investissements pertinente, d'une capacité à nouer des partenariats créateurs de valeur, d'une connaissance aiguë des attentes industrielles et des réponses régionales concrètes à y apporter.

SOCIÉTÉ DES ANCIENS ÉLÈVES DE L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARTS ET MÉTIERS

9 bis avenue d'Iéna - 75783 Paris Cedex 16 - SIRET : 77568875700019 - APE : 8899B

Tél. : + 33 (0)1 40 69 27 00 - Fax : + 33 (0)1 47 20 73 60 - www.arts-et-metiers.asso.fr

Reconnue d'Utilité Publique par Décret du 4 avril 1860



En fait, et quels que soient les statuts, c'est aux résultats que l'on verra si un tel bouleversement, sans respect d'un nécessaire dialogue, était justifié.

Bien au-delà d'une communication stéréotypée, le résultat devra se traduire par un arrêt du turnover étourdissant des personnels, par la motivation renouvelée des enseignants pour enseigner, dans l'enthousiasme retrouvé des élèves pour étudier, avec des laboratoires porteurs de chaires et de projets attractifs, par une formation humaine inégalée et surtout par un classement qui s'améliore vigoureusement, seule garantie d'un recrutement de qualité.

A l'heure de drames nationaux effroyables, qui poussent le Président de la République à prôner le rassemblement national autour de valeurs de fraternité, stigmatiser une association qui en a fait sa raison d'être et s'est toujours inscrite dans une attitude citoyenne est caricatural de l'action politique actuelle.

A l'heure où le gouvernement prône le rapprochement des écoles et des universités avec les alumni, les Gadzarts sont stigmatisés, alors même que depuis plus de deux siècles ils se sont placés au service de l'école qui les a vus naître à la vie d'ingénieurs.

A l'heure où la France a besoin de régénérer son industrie, les Gadzarts sont critiqués par un ministère de tutelle qui refuse tout débat, les régions sont méprisées au profit d'une centralisation parisienne, les élèves sont ignorés, alors même que le Président de la République affiche de fortes ambitions pour l'industrie française.

La Société des Ingénieurs Arts & Métiers condamne l'acharnement qui a conduit à couper les liens avec les territoires et avec les industriels, à déstabiliser la formation des élèves, à affaiblir l'attractivité de l'école et à abîmer son image.

La Société des Ingénieurs Arts & Métiers va continuer à œuvrer pour que le bon sens finisse par l'emporter. Elle va continuer d'agir en faveur des anciens élèves et des membres juniors, pour lesquels elle va développer les services actuels et en créer de nouveaux. Elle va poursuivre son action menée au quotidien auprès des élèves, les accompagnant et répondant à leurs attentes.

Les Gadzarts œuvreront encore et toujours pour la qualité de la marque Arts & Métiers, pour rétablir le prestige de l'école, pour redonner confiance aux élèves, pour les accompagner, pour soutenir financièrement celles et ceux qui sont en difficulté.

Jacques PACCARD
Le Président